

Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir,
93 108 Montreuil. Tél : 808.00.80 à 84. Telex :
PRENO A 211.628 F.

Edité par la SPN (Société de presse nouvelle)
Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la commission paritaire : 46 722.

Imprimé par Rotographie à Montreuil.
Riccobono (pour le Sud-Est).
Midifax-Toulouse (pour le Sud-Ouest).

• Belgique : 18 FB • Suède : 2,25 KR
• Luxembourg : 15 Fl • Italie : 350 L • Grèce :
20 DR • Suisse : 1 FS • Portugal : 15 Esc
• Algérie : 1,60 Dinar • Maroc : 2,10 Diram.

rouge

quotidien communiste révolutionnaire

1F 80

**La 8e rencontre
internationale de la
photographie à Arles**

LIRE PAGE 7

MORTS A L'ARMEE

C'était hier.

Il s'appelait Eugène Audrin, il était père d'un enfant. Soldat au 516^e régiment de train à la gare de Toul, il revenait de permission avec une vingtaine de ses camarades. Le camion qui les transportait s'est renversé dans un virage, à Ecrouves. Il est mort, la tête écrasée par les arceaux du camion. Quatre autres appelés ont été blessés dans l'accident.

Ils s'appelaient Pascal T. et Charles Mangué. Ils étaient engagés volontaires au 3^e régiment de parachutistes de Carcassonne, actuellement en manœuvre au camp du Larzac.

Pascal T. s'est suicidé pendant un exercice de tir à balles réelles. Après avoir retourné son fusil contre lui, il a pressé la détente. La balle qui l'a traversé de part en part a continué sa trajectoire et a atteint Charles Mangué en plein cœur, à trente mètres plus loin. Les deux soldats sont morts sur le coup. Dans la poche de Pascal T. on a trouvé un bout de papier : « Je n'ai jamais rien réussi dans ma vie, alors je m'en vais dans l'autre monde. »

Cette année verra sans doute dépassés tous les tristes records de l'armée en matière « d'accidents », de suicide. Ecrasés, noyés, étranglés, poussés au suicide : les soldats meurent. Il est urgent que partout, absolument partout et quelles que soient les circonstances apparentes des décès, des commissions d'enquête civiles se mettent en place.

J.-F. V.

Nouvel attentat à la bombe contre le MRAP

Lire en page 4 l'interview d'Albert Lévy
secrétaire général du MRAP

Contre le régime fasciste du chah



« Hier après-midi, une trentaine de militants de l'Union des étudiants iraniens (CISNU) ont manifesté sur les Champs-Élysées, devant la Maison de l'Iran, à l'occasion de la visite à Paris de l'impératrice Farah Palhevi.

Catastrophique Giscard

A Carpentras, Giscard avait la grande forme. Il avait aussi tenu à mettre tous les atouts de son côté. Le Canard enchaîné nous révèle le détail des opérations. Ainsi, pour donner tout le lustre qui convenait à l'événement une petite sauterie avait été mise en place. Avec six mille invités. Ce qui peut se traduire par quarante-deux mille toasts, douze mille gâteaux à la crème, mille six cents litrons de châteaufort-du-pape et de côtes-du-rhône, une tonne de charcuterie, quelques dizaines de kilos d'amuse-gueule divers. Personne ne doutait que Giscard saurait indiquer le bon choix pour la France, mais Hubert Bassot, le maître Jacques des voyages du président, n'était pas tout à fait cer-

tain que, par la seule grâce de son verbe, Giscard assurerait le beau temps. Il a donc acheté six cents parapluies pour les invités et en a loué un millier d'autres, à tout hasard.

La chronique retiendra qu'à Carpentras, selon Chirac, Giscard a retrouvé son bon sens. Les archives du ministère des Finances témoignent que l'opération a coûté huit cents millions anciens.

La même comptabilité retiendra que c'est seulement deux cents millions de plus qui ont été accordés aux sinistrés du Gers. Et qu'ils n'ont même pas eu droit aux petits fours délaissés par les invités du descendant de Louis XV qui trône à l'Élysée. Dame : les largesses du prince ont des limites.

J.-F. V.

Mobilisation sans précédent au Pays basque-Sud contre l'implantation des centrales sur la côte

200 000 A BILBAO CONTRE LE NUCLEAIRE

De notre envoyée spéciale, Bengochea.

200 000 personnes ont participé, jeudi, à la manifestation antinucléaire de Bilbao.

C'était la première manifes-

tation autorisée depuis un an. Elle a été convoquée par les associations de voisins de tous les quartiers du « Grand-Bilbao ». La majorité des partis politiques, depuis le Parti communiste basque jusqu'à l'extrême gauche, appuyaient

cette action. Son but : protester contre le projet de convertir la côte basque en une zone nucléaire et plus concrètement de paralyser les travaux de construction de la centrale Iberduero (monopole de l'électricité en Euskadi) à Lemoniz,

dans la grande banlieue de Bilbao.

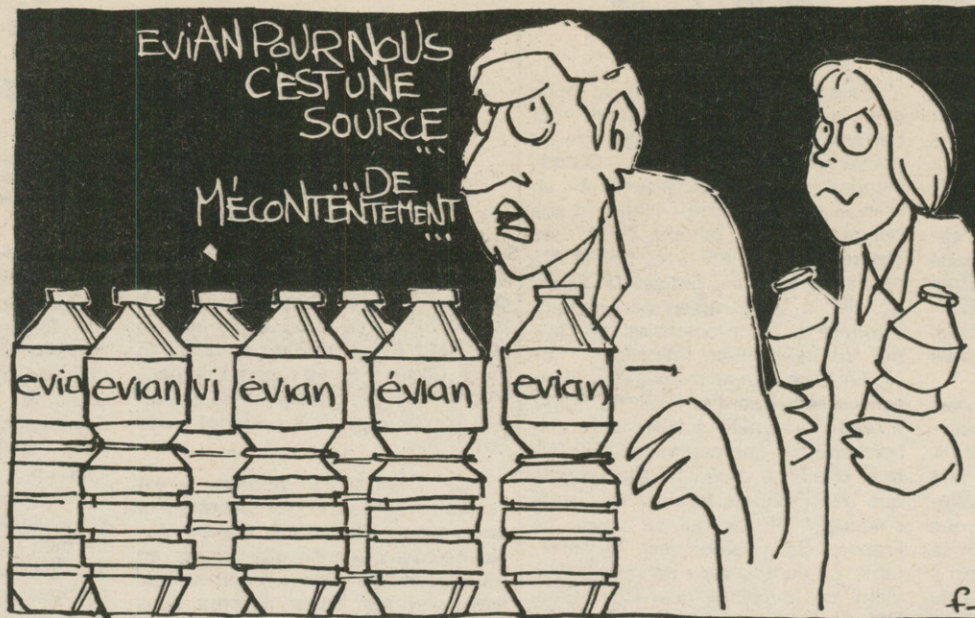
Cette manifestation a été sans doute la plus importante manifestation jamais réalisée dans le monde contre la construction d'une centrale nucléaire. Elle s'est étirée pendant plusieurs heures, sur un parcours de 3 kilomètres, entre le parc de Bilbao et la place Zabalburu dans le centre ville.

Cela fait un an, depuis la dernière manifestation pour l'amnistie, qu'on ne s'était retrouvés si nombreux dans la rue. Beaucoup de jeunes, mais aussi des milliers de travailleurs, des femmes avec des poussettes et des landaus, des enfants. Tous arborent sur la chemise la « pegatina », l'autocollant orange de la campagne. Beaucoup sont venus avec la « bota », la gourde à vin de cuir souple. La manifestation est submergée de plusieurs milliers d'ikurinas, le drapeau basque, mais aussi de drapeaux rouges, de bannières catalanes, des Canaries, etc., qui s'insèrent, entre les banderoles des associations de quartier et des organisations politiques. « Avant les centrales nucléaires, consultation populaire ! » « Non à Euskadi nucléaire ! » « Il vaut mieux être actif aujourd'hui que radioactif demain. »

Les travailleurs de Westinghouse, la principale entreprise qui participe à la construction de la centrale de Lemoniz, sont là. Un groupe de femmes défille derrière une banderole : « Société patriarcale et capitalisme = viol de la nature ! » Un enfant juché sur les épaules de son grand-père scande : « Plus de centrales, des jardins ! » On crie à pleins poumons « Iberduero dehors ! » « Iberduero escucha, el pueblo esta en lucha ! », ou « Oa ! oa ! oa ! les centrales à la Moncloa ! » La Moncloa est le siège du président du gouvernement, à Madrid. A plusieurs reprises, les manifestants réclament la libération du militant d'ETA V détenu en France « Apala askatu ! » et le retour à la maison des exilés « Presoak Etxea ! », avant que la dispersion intervienne, en fin de soirée, vers 21 h 30.

LES GREVISTES D'EVIAN SUR LE TOUR

100 millions de bouteilles en moins



Les hasards du parcours tracé par les organisateurs du Tour de France font parfois se rencontrer une compétition en forme de grande parade commerciale et quelques-unes des luttes les plus tenaces qui se déroulent aujourd'hui.

Après Besançon, où les Lip rappellèrent avec bruit qu'ils entendaient bien continuer à vendre leurs montres en dépit

des tracasseries policières, ce sont les travailleurs d'Evian qui profiteront du passage des machines à pédaler pour populariser leur lutte. En grève depuis près de trois mois pour leur salaire et la garantie de leur pouvoir d'achat, ils se heurtent à l'intransigeance du colosse BSN, cette multinationale aux dents longues qui s'était déjà illus-

trée contre les verriers belges de Glaverbel-Gilly.

La direction n'a rien cédé jusqu'ici ; et pourtant les grévistes d'Evian commencent à faire mal : cent millions de bouteilles qui ne sont pas sorties depuis le début du conflit, c'est un chiffre qui impose le respect !

Nous publierons lundi un reportage sur cette lutte

Après le syndicat des mineurs, celui des chemins de fer demande 63 % d'augmentation

LES CHEMINOTS ANGLAIS CONTRE LE « CONTRAT SOCIAL »

Le « Contrat social » imposé par le gouvernement travailliste de James Callaghan continue d'être malmené.

Après le Syndicat des mineurs, qui demande une augmentation de 100 % des salaires pour l'automne prochain, c'est au tour du plus important des syndicats des chemins de fer, le NUR (National Union of Railwaysmen), qui s'est prononcé pour une augmentation des salaires de 63,5 % des salaires pour avril 1978.

Il faut savoir que cette revendication de 63 % d'augmentation, exprimée à la conférence annuelle du NUR fait suite à la

décision des syndicalistes d'adopter une position « modérée » à l'égard du Contrat social. Le dirigeant du NUR avait mis en garde les syndicalistes contre des « revendications sauvages, dans le style de la ruée vers l'or ».

Ce brusque revirement des cheminots anglais sanctionne l'échec des plans anti-inflation des cabinets Wilson et Callaghan. Alors que les salaires ont augmenté de 5 % l'année dernière, les prix ont grimpé de plus de 15 %. Dans la plupart des familles ouvrières britanniques, même parmi les non-chômeurs, on ne mange plus de la viande qu'une fois par semaine.

**4 000 SOLDATS
LYBIENS
AURAIENT
PENETRE
AU TCHAD**

Lire en page 2

ITALIE

La polémique autour de l'appel des intellectuels français contre la répression

EURO-REPRESSION PAR L'EURO-COMMUNISME ?

• Berardi à Paris • « Radio-Alice » à Bologne • Ce n'est pourtant pas le « Goulag »

« L'adresse à la conférence de Belgrade », signée par 28 intellectuels, français pour la plupart (1), pour « attirer l'attention sur de graves événements qui se déroulent actuellement en Italie et plus particulièrement sur la répression qui s'abat sur les militants ouvriers et la dissidence intellectuelle en lutte contre le compromis historique », est au cœur d'un débat qui remplit les colonnes des journaux italiens, depuis ceux de la Démocratie chrétienne jusqu'à l'« Unita », organe du PCI. Débat qui eut quelque écho récemment dans « le Monde » mais reste toujours ignoré du « Matin », l'officiel quotidien social-dem et de « l'Humanité », l'officiel quotidien du PCF.

Au départ, l'incroyable chasse aux sorcières qui a suivi les manifestations de mars, à Bologne. L'arrestation de Franco Berardi, à Paris, la semaine dernière, en exécution d'un mandat d'arrêt international de la justice italienne n'est que l'épisode le plus récent d'une « épuration » entreprise par l'administration communiste de Bologne contre l'opposition d'extrême gauche au compromis historique.

La radio libre Radio-Alice a été prise comme bouc émissaire et ses animateurs sont, soit en Italie, c'est le cas de 12 d'entre eux, soit pourchassés, c'est le cas de Berardi. La thèse du PCI a la simplicité du raisonnement policier : il s'agit d'un complot contre les institutions italiennes. C'est expliqué dans « l'Unità », repris dans les autres journaux et avec un bel élan, la police part en chasse. Tous d'accord. Cet unanimité répressif fait froid dans le dos.

Le PCI y perd le préjugé favorable que les intellectuels lui accordaient, séduits par son « ouverture », la sophistication de ses débats, tant qu'il était loin du pouvoir. Les illusions tombent, en même temps que le réformisme définitif du PCI se révèle clairement, pour ceux qui n'y croyaient pas, dans son exercice du pouvoir. Il défend l'Etat, il défend cette société. Il aspire seulement à la gouverner. Mieux, il sait bien ce que cela veut dire, lui qui a signé avec cinq autres partis un accord pur résoudre la crise dont le point l traite de l'ordre public et accentue les

possibilités répressives. La garde à vue est devenue une formalité. Plus besoin de mandats pour perquisitionner chez des terroristes présumés. C'est à l'application de ces nouveaux pouvoirs avec dynamisme par le PCI qu'on a assisté dans l'affaire Berardi.

Que fera l'Union de la gauche ?

Dès lors, une question se pose avec insistance : 1978 peut voir l'arrivée de l'Union de la gauche au gouvernement en France. Qu'advient-il au gouvernement en France. Qu'advient-il alors d'une opposition de gauche ? Et les regards se tournent vers l'Italie. Ça ne calme pas une inquiétude réelle qui est la vraie raison de l'impact, inespéré de ses promoteurs, de l'appel, en Italie et en France.

En Italie, l'unanimité et le consensus social sont la règle du PCI et il réagit durement à cette voix discordante par une polémique grossière et chauvine d'où il ressort en gros que des Français feraient mieux de s'occuper de ce qui se passe en France. Sa position est inconfortable. La contestation de sa politique vient de la classe ouvrière même. Elle peut compromettre le compromis historique par son refus catégorique de « subir la crise pour sauver l'Italie » et elle est le centre d'une contestation alternative.

Tout le mouvement intellectuel, extrêmement vivant, créatif, présent



Francesco Lorusso. Il vient d'être abattu d'une balle dans le dos par les flics. C'est un militant de Lotta Continua et le PCI n'aura pas un mot de protestation. La colère des étudiants après cette mort est à l'origine des manifestations de mars, à Bologne.

notamment dans Radio-Alice, est le produit de ce phénomène, qui ne se limite pas aux jeunes prolétaires et aux « emarginati », les « oubliés » du travail, mais englobe la gauche syndicale, les mouvements de coordination de délégués de conseils d'usines, les organisations d'extrême gauche et les mouvements de minorités opprimées.

L'inflation du « Goulag »

L'appel des intellectuels français tombe à pic, certes. Mais deux faiblesses facilitent la riposte du PCI. En s'appuyant sur les oubliés du compromis historique et du jeu ins-

titutionnel à l'exclusion de toute démarche en direction des syndicats et des partis qui restent des organisations de la lutte des travailleurs, il permet un isolement dans le « ghetto intellectuel » et le marginalisme gauchiste. En usant inconsidérément du terme « dissident », il entre dans la mode de l'utilisation inflationniste et très souvent anticomuniste du « Goulag ».

Certains des signataires, comme Guattari dans « le Monde », Deleuze dans un débat, ont nettement pris leur distance de cette confusion. En forçant un peu les choses « l'Unità » les avait étiquetés « nouveaux philosophes ». Il n'en est rien, mais l'appel tend la perche à ces amalgames. « Je souhaite que le débat se déve-

loppe en toute clarté et ne prenne jamais l'allure d'une campagne anticomuniste. Il me paraît essentiel que tous les militants communistes de bonne foi puissent y participer », précise Guattari. C'est aussi notre souhait.

David Freiman

(1) Roland Barthes, Jean-Paul Sartre, Michel Foucault, Gilles Deleuze, Félix Guattari, Gérard Fromenger, M.-A. Macciocchi, Jean-Pierre Faye, Jérôme Lindon, Christian Bourgois, Yvon Bourdet, François Châtelet, Geneviève Clancy, Pierre Clémenti, David Cooper, Philippe Gavi, Roger Gentis, Daniel Guérin, Georges Lapassade, Olivier Revault d'Alonnes, Denis Roche, Philippe Sollers, H. Torrubia, J.-M. Vincent, Claude Mauriac, François Wahl, André Glucksman, Dario Fo.

ETATS-UNIS

Le sénat dit oui à la bombe à neutrons LES MAITRES DE LA GUERRE

Le Congrès américain vient de débloquer les fonds pour approfondir les recherches sur la « bombe à neutron ». Il se réserve de mettre son veto à ces crédits si dans 45 jours, Carter n'a pas réussi à démontrer que cette nouvelle arme n'allait pas contre « l'intérêt national » des Etats-Unis.

La « bombe à neutron » est l'arme rêvée de tous les stratèges et pourvoyeurs de mort. Bombe nucléaire perfectionnée, elle permet, en théorie, de tuer par les radiations qui détruisent les tissus vivants sans détruire les installations industrielles ou les habitations. La « bombe propre », comme certains l'appellent sans ironie, a plusieurs avantages.

Dans le cas d'une guerre de conquête, elle permet une occupation

des territoires touchés beaucoup plus rapide et « rentables », le potentiel industriel n'étant pratiquement pas touché. De plus, pouvant être miniaturisées, elles peuvent être utilisées plus sélectivement, sur des objectifs limités. Elles permettent également une escalade atomique plus aisée, dans des conflits « locaux », la frontière entre les armes classiques et les armes nucléaires s'estompant. On se souvient que l'armée US avait largement étendue au Vietnam l'expérimentation des bombes antipersonnelles : bombes à billes, bombes à fragmentation, bombes libérant des fléchettes en plastique, impossibles à radiographier dans le corps.

Les stratèges du Pentagone doivent se frotter les mains. Si cette

bombe est mise au point, ils pourront l'utiliser dans les proportions exactes déterminées par eux. Bombe bien plus propre que le gaz, utilisé pendant la Première Guerre mondiale, ou les armes bactériologiques, dont les virus pourraient contaminer la planète entière ; toutes deux interdites pour leurs inconvénients par les maîtres de la guerre qui disposent du pouvoir de choisir dans quelle proportion et de quelle manière on peut massacrer sur la planète.

Probable que les Congressmen, démocrates ou républicains, ne sont pas perdus dans ces réflexions.

La seule chose qui compte, c'est bien sûr « l'intérêt national », le même qui fait de Marchais le défenseur de notre bombe tricolore.

Carter naturellement souligne la puissance de « dissuasion » qu'aurait la nouvelle bombe. La théorie est connue.

Plus les armes sont perfectionnées, moins l'on s'en sert. Ce qui permet à ces apôtres de la paix de consacrer plus d'un quart du budget aux dépenses d'armements. Certains y trouvent leur compte. La seule inquiétude des honorables membres du Congrès concerne la négociation sur la limitation des armements stratégiques. Dans la farce du désarmement, il n'est pas bon d'apparaître comme les moins « épris de paix » comme on dit. Si jamais l'URSS remettrait en cause ces négociations à cause de la bombe à neutron, les Etats-Unis pourraient apparaître comme responsables. De plus, l'absence de limitation à la course aux armements pourrait entraîner une augmentation considérable de la part du budget consacré à l'armement. Ce qui n'est pas sans risques politiques aussi bien pour l'impérialisme US que pour la bureaucratie soviétique. Nul doute que ses « effets négatifs marginaux », comme les appelle Carter, ne ralentiront pas trop les « fabricants d'armes » dans la course au progrès.

Frank Tenaille

Frédéric Carlier

ERYTHREE

De violents combats se dérouleraient actuellement autour d'Asmara, la capitale d'Erythrée, ainsi qu'à Wekiduba et Tsaba-Christian, situés respectivement à trois et dix kilomètres d'Asmara. Les troupes éthiopiennes auraient tenté plusieurs contre-offensives et concentreraient des forces à Humera et Shire. D'autres informations font état du pilonnage du port de Massawa, sur la mer Rouge, par les Erythréens. L'on sait que récemment le Front populaire de libération de l'Erythrée s'était emparé de plusieurs villes et avait fait des milliers de prisonniers parmi l'armée éthiopienne.

AFRIQUE DU SUD

Le poète afrikaans, Breyten Breytenbach, emprisonné depuis 1975 pour ses activités anti-apartheid, a été acquitté, vendredi, pour un nouveau chef d'accusation — tentative d'évasion — porté contre lui. Dans le cas contraire, une peine de prison supplémentaire serait venue s'ajouter au neuf ans de prison auxquels il a été déjà condamné par le passé.

TCHAD

4 000 soldats lybiens auraient envahi le nord du pays

Se faisant l'écho de propos tenus à Tripoli par un porte-parole du « Comité inter-armées » (qui regroupe les éléments dissidents du Front national de libération du Tchad, derrière Goukouni Oueddeï), le quotidien égyptien « Al Ahram » annonçait jeudi que des troupes lybiennes évaluées à 4 000 hommes, ont attaqué, aux côtés de 350 combattants toubous, plusieurs positions dans le Tibesti. L'information a été confirmée par Felix Malloum, président du Tchad, qui a accusé la Lybie de visées expansionnistes. Les objectifs des Lybiens semblent être la capitale du Tibesti, Bardai, et les villes de Zouar et Ounianga. Selon des sources tunisiennes, Bardai, qui possède un aérodrome serait tombée dès le 5 juillet, ce qui permettrait à la Lybie d'acheminer du

matériel pour stabiliser sa présence dans la « bande d'Aozou », enjeu du conflit.

Il faut savoir en effet que les visées de la Jamahiriya (nouvelle appellation de la Lybie) sur cette zone qui longe la frontière tchado-lybienne ne sont pas nouvelles. Elle se fonde du point de vue lybien sur un accord de 1935 conclu entre Laval et Mussolini, au terme duquel la France occupante du Tchad céda à l'Italie, qui colonisait la Lybie, cette bande de territoire. Au temps de feu Tombalbaye, le colonel Khadafi l'avait même rachetée au prix de 460 millions de francs. L'intérêt de cette zone : des gisements de manganèse, d'uranium et surtout de pétrole.

Que va faire à présent Giscard ? L'on sait qu'aux termes d'accords de « coopération », la France est

largement partie prenante de la viabilité du gouvernement tchadien.

Comme nous le révélions le 7 juillet, document à l'appui, plusieurs transports d'armes ont eu lieu ces derniers jours en direction de N'Djamena. Deux vols de cinquante tonnes de munitions doivent être convoyés par UTA-Roissy cette semaine. Une aide qui va de pair avec la signature d'une convention de financement pour le développement du Sud-Tchad de 355 millions de francs CFA récemment signée. Mais, au cas où Malloum le lui demanderait le gouvernement français serait gêné aux entournures pour intervenir directement, vu les accords conclus avec la Lybie pour la construction de centrales nucléaires.

**Le PC espagnol
tente de ne pas
être marginalisé par
le PSOE aux Cortes**

**« NI PRAGUE,
NI BONN »**

Les rapports se sont rapidement tendus, quelques séances seulement après l'ouverture de la première séance des Cortes espagnoles, entre les députés du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et ceux du Parti communiste d'Espagne (PCE).

Lors de l'élection des deux vice-présidents des Cortes, les dix-neuf députés communistes ont préféré voter blanc et faire ainsi passer les deux candidats gouvernementaux, plutôt que de voter pour le député du PSOE, Lorente.

Les députés socialistes ont très mal pris cette abstention et certains se sont même répandus dans les couloirs en expliquant : « Les députés communistes nous ont déclaré la guerre. »

Les deux principaux partis ouvriers représentés aux Cortes ont eu de nouveau l'occasion de s'affronter le lendemain, jeudi, lors de la discussion sur le nombre de députés nécessaires à la constitution d'un groupe parlementaire.

Le PSOE, soutenu par l'Union du centre d'Adolfo Suarez, a fait passer un projet qui fixe à quinze le nombre minimal de députés. La proposition adverse, soutenue par le Parti communiste et l'Alliance populaire néofranquiste de Fraga Iribarne ainsi que les mouvements nationalistes bourgeois catalans et basques, fixait à cinq députés le chiffre minimum pour la constitution d'un groupe parlementaire.

Avec l'adoption du projet socialiste, les groupes régionalistes comme le Pacte démocratique catalan de Jordi Pujol, le Parti nationaliste basque et le Parti socialiste populaire de Tierno Galvan ne peuvent constituer de groupe parlementaire.

Dans le débat, très âpre, qui a duré une journée, les socialistes ont été accusés de vouloir « brimer les représentants des nationalités », tandis que le PCE accusait le PSOE de « vouloir imposer une dictature parlementaire et de chercher à créer en Espagne un système parlementaire bipartisan ». « Nous n'avons pas rejeté le système des pays de l'Est pour adopter celui de Bonn », déclarait notamment au cours du débat le dirigeant communiste des Commissions ouvrières, Marcelino Camacho. Ramon Tarnes, économiste « libéral » du PCE surenchérisait : « C'est le début d'une manœuvre. Dans la prochaine phase, les socialistes vont chercher à nous éliminer et à se partager le pouvoir avec les centristes de Suarez. »

Mais quels que soient les désirs et les rêves d'un Adolfo Suarez ou d'un Felipe Gonzales, il paraît difficile, avec le poids qu'a conquis, depuis quinze ans, le PCE dans la classe ouvrière espagnole, qu'une politique de « pacte social » et de « pacte constitutionnel » puisse être mise en œuvre sans l'appui ou la neutralité active du parti de Carrillo.

■ Du 22 au 25 juillet, à Barcelone, sont organisées des journées libertaires internationales, à l'initiative de la CNT de Catalogne, de la revue « Ajo Blanco », des Mujeres Libres, de l'Assemblée des travailleurs du spectacle ainsi que de différents collectifs libertaires. Des débats auront lieu ualon Diana sur la pratique libertaire, le marxisme et l'anarchisme face aux questions de l'Etat et de la politique, la critique des sociétés industrielles, etc. Une partie fête, ainsi que de nombreux stands se tiendront au parc Güell.

A Paris, un départ collectif est organisé, 288 F l'aller-et-retour. Une permanence sera tenue, mardi 19 juillet, de 14 h à 20 h, 33, rue des Vignolles, 75020, tél : 370.46.86.

Le débat sur « l'eurocommunisme » REPONSE A FRANCE NOUVELLE

« France nouvelle », hebdomadaire central du Parti communiste français, publie, dans son numéro du 11 juillet, un compte rendu critique de mon dossier sur le PCI : « Aux sources de l'eurocommunisme ». En Italie, en Espagne, ça n'aurait rien d'épatant : il y a longtemps que les PC de ces pays ont renoncé à la fable du « gauchisme-Marcellin » et traitent l'extrême gauche en courant du mouvement ouvrier. Mais voilà, nous sommes en France, et, il y a un mois à peine, Charles Fiterman rappelait, dans « l'Humanité » qu'avec la ligne de la Ligue communiste révolutionnaire, si on ne frappe plus, on ne discute toujours pas. Apparemment, ce n'est pas le point de vue de la rédaction de « France nouvelle ». Dans son compte rendu, Jean Rony discute et même fort honnêtement : pas de citations truquées, de procès d'intention, d'amalgames... L'arsenal stalinien est resté au vestiaire.

Et que discute Jean Rony ? La critique de la stratégie gradualiste de « l'eurocommunisme » d'abord. « Elle révèle un manque total de confiance dans les masses », dit Jean Rony. Remarque paradoxale : on nous reprochait plutôt jusqu'à présent — côté PCF — d'idéaliser les masses (toujours prêtes à l'assaut) pour mieux dénigrer les « appareils » (toujours prêts à pactiser avec l'adversaire). Voilà que nous les sous-estimerions...

En réalité, ce n'est ni idéaliser ni sous-estimer les masses que de comprendre, qu'en système capitaliste, la nature même des rapports de production nourrit leur asservissement idéologique (« l'idéologie dominante est celle de la classe dominante »). Et que, si les leviers de commande économiques et politiques demeurent pour l'essentiel entre les mains de la bourgeoisie — ce qui est l'hypothèse de base de toute stratégie gradualiste, laquelle

visait précisément s'emparer graduellement de ces leviers — la classe dominante dispose des moyens de diviser, démoraliser et, à la longue, vaincre le mouvement ouvrier. Les exemples historiques de « transition manquée », anciens et récents, surabondent et ce qui se passe de nos jours en Italie même devrait donner à réfléchir.

On peut renvoyer à Jean Rony son compliment : les stratégies de conquête graduelle du pouvoir idéalisent les masses (en niant les limites de leur mouvement) comme elles idéalisent la bourgeoisie (en espérant qu'elle se laissera gagner à une conception plus rationnelle de l'économie et de la société). Elles sont profondément idéalistes et c'est pourquoi, malgré leur barbe fleurie (les premiers « gradualistes subtils » dirigeaient, il y a 60 ans, l'Internationale 2 1/2), elles n'ont jamais reçu nulle part un commencement d'application. La deuxième critique que

formule Rony porte sur ma caractérisation des PC « eurocommunistes ». Rony conteste que ces PC ne prennent leurs distances à l'égard de l'URSS que pour s'adapter à leur bourgeoisie nationale et à son Etat.

D'après lui, ces partis s'autonomisent pour mieux faire prévaloir les intérêts historiques de leur classe ouvrière, trop souvent sacrifiés dans le passé à l'édification du goulag dans un seul bloc.

Mais, dans la mesure où en raison de son utopisme même, la stratégie gradualiste de conquête du pouvoir est inapplicable et inappliquée, que la ligne réellement mise en vigueur est une ligne de rationalisation de la société existante, l'économie de marché et l'Etat parlementaire bourgeois étant considérés comme le cadre indépassable de l'action (1), les intérêts pris en charge sont bien ceux de la classe dominante.

Ici encore, la politique du PCI est révélatrice.

Dans *Critique communiste* et, pourquoi pas, dans *France nouvelle*, nous reprendrons ce débat.

Henri Weber

(1) Voir l'important discours de Berlinguer aux intellectuels : « Egalement en raison de son caractère et de son objectif unitaire, notre projet ne veut être et ne peut être un programme de transition vers une société socialiste. Plus modestement et plus concrètement, il doit proposer de tracer un développement de l'économie et de la société dont les caractéristiques et les formes nouvelles de fonctionnement peuvent obtenir l'adhésion et le consensus de tous les Italiens. »

COMMUNIQUE Après l'attentat contre les occupants du pylône de Heiteven

« Dans la nuit du 12 au 13 juillet, une dizaine de nervis âgés de 20 à 25 ans, certains en tenues camouflées, ont lâchement attaqué les occupants du pylône de Heiteven à l'aide de cocktails Molotov. Ils ont incendié une partie du baraquement (dortoirs brûlés), et avec des barres de fer et de ceintures militaires, ils ont frappé les occupants. Avant de se replier, ils ont encore renversé trois véhicules.

« Lors de l'attaque, un jeune occupant de 18 ans a été grièvement blessé. Cette opération de commando, parfaitement organisée, visait non seulement à briser la détermination des occupants mais aussi leur vie ! Incapables de contenir la population alsacienne dans sa lutte contre le nucléaire, certains entendent constituer un climat de terreur. Tous ceux qui se taisent se font complices. Nous dénonçons la lâcheté de cette agression. Nous réclamons que toute la lumière soit faite sur les agissements de ce commando, et surtout sur ceux qui l'ont inspirée. Soutenus par une majorité de la population alsacienne, nous poursuivons notre action. »

Communiqué
des occupants du pylône

La Gazette de Malville



La presse commente le retrait de la CFDT

La presse d'hier relève assez largement la décision de la confédération CFDT de renoncer à participer à la manifestation antinucléaire de Malville.

Le Figaro se félicite de voir apparaître des « lézards dans la contestation nucléaire ». Il distingue, d'une part, ceux qui ont « un penchant (...) pour l'affrontement avec les forces de l'ordre », d'une autre catégorie d'opposants (la CFDT est du lot) « qui entendent simplement exprimer ses craintes devant cette forme d'énergie. Ces derniers, les plus raisonnables, ne veulent apparemment pas être entraînés dans des manifestations qui ne peuvent que porter un coup à leur crédibilité ».

Pour Libération, « la CFDT est bien contente de retirer son épingle du jeu » et « elle a beau se défendre d'être à la traîne des futures raisons d'Etat de gauche, les variations saisonnières de ses partenaires du Programme commun se répercutent dans la confédération ».

La CFDT ne sera pas co-organisatrice au Larzac 77

Dans le dernier numéro de « Syndicalisme-Hebdo », René Thomas explique que « les unions régionales Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées ont décidé de ne pas participer à l'organisation générale de la manifestation ». Cependant, la CFDT sera présente le 14 août sur le Larzac « parmi d'autres organisations et mouvements » ; pour « porter les préoccupations des travailleurs et des paysans, elle soutient la manifestation ».

Dans le Quotidien de Paris, Sylvie O'Dy écrit : « La décision de la CFDT (...) ne manquera pas d'être

contestée. » Elle ajoute que la confédération « risque de voir nombre de ses militants aller grossir le flot des manifestants de Creys-Malville ». Cette décision « pourra être interprétée comme un acte de

bonne volonté à l'égard des signataires du Programme commun. En revanche, elle marque une coupure vis-à-vis du mouvement écologiste dans son ensemble et le prive d'un support institutionnel important ».

Les départs pour Malville

Comité Malville du Tarn

Une coordination pour toutes les informations sur le rassemblement du 30-31 juillet et pour l'organisation des départs individuels ou collectifs est assuré par la librairie Rencontre, 36, rue de l'Hotel-de-Ville, 81100 Castres.

Comités Malville de Lorraine

Un départ en bus aura lieu le vendredi 29, à la gare routière de Thionville, à 19 h. Il passera à Metz, place Mazelle, à 20 h et à Nancy-gare à 21 h 30. Les inscriptions sont à envoyer à Silvan Lardanchet, 26, rue du professeur Oberling, Metz-Queuleu.

Belgique : direction Malville

Les camarades belges entendent participer massivement et activement au rassemblement de Malville. Pour ce faire, ils ont mis sur pied une coordination visant à assurer leur présence au rendez-vous des « internationaux », le 28 juillet, à partir de

10 h, à Morestel, jusqu'au 30, à l'Hotel de France. Ils se réuniront en assemblée générale, le 20 juillet, à Namur, à 20 h, au local des Amis de la Terre, pour faire le point des préparatifs. En attendant ceux qui désirent partir en train doivent téléphoner au 02.427.41.62.



ADRESSE

A titre indicatif, nous donnons quelques adresses juridiques pour tous ceux et toutes celles qui se sentent concernés par le rassemblement de Malville.

Lutte juridique contre Malville : M° Gaillard, 1, bd Edouard-Rey, 38000 Grenoble. Téléphone : (76) 87.18.97.

Collectif d'avocats pour les éventuelles arrestations : Dalmaix, Picot, Ruthkowski, 68, rue des Merciers, Lyon. Tél : 28.86.66.

COMMUNIQUE

Le comité Malville-Paris regrette que Brice Lalonde, des Amis de la Terre de Paris, mette publiquement en doute l'existence dudit comité, par des méthodes inacceptables, notamment les communiqués de presse des 5 et 8 juillet. A ce comité, participent du reste des membres de sa propre organisation. Le comité Malville-Paris se réunit régulièrement, depuis deux mois, pour préparer activement la marche sur Malville et fait partie de la coordination dont il partage les objectifs :

1. le 30 juillet, rassemblement non-violent et forums ;
2. le 31 juillet, marches convergentes vers le site.

Le comité Malville-Paris fera tout ce qu'il peut pour que le rassemblement soit un succès pour le mouvement antinucléaire et un échec pour le gouvernement.

24 ATTENTATS FASCISTES DEPUIS L'ASSASSINAT DE PIERRE MAITRE

Après l'attentat contre le local du MRAP à Paris, bombes dans un cabinet d'avocats

Bois éclaté, gravats, papiers sur le sol, jeudi, c'était le local du MRAP qui offrait ce spectacle de désolation. Hier, c'était le cabinet de maîtres Blum, Rappaport, et Andreux, rue de l'Épée-de-Bois. Une même méthode : la bombe artisanale. Une même signature :

Pourquoi l'attentat contre le cabinet d'avocats de la rue de l'Épée-de-Bois ? Ce n'est guère difficile à comprendre. « Nous avons à différentes reprises plaidé dans des affaires de racisme. » L'un des avocats, M^e Rappaport est membre du bureau national du MRAP et président du Syndicat des avocats de France. C'est donc bien le MRAP qui se trouve dans le colimateur. Les fascistes n'entendent visiblement pas en rester au stade de l'intimidation.

« Selon les policiers et les pompiers qui sont venus après l'explosion, seule un dixième de la charge a vraiment explosé. Si elle avait éclaté normalement, cette charge était suffisante pour faire sauter tout l'immeuble. » Un obus, une mèche lente... avec, tout près, une conduite de gaz. Heureusement

à 1 h 15 du matin, il n'y avait personne dans le cabinet des avocats. La loge de concierge toute proche a été endommagée, mais elle est inhabitée depuis plusieurs mois. Mais l'ensemble de l'immeuble, lui, est bien habité. L'état du plafond, après l'explosion, montre bien qu'on est passé à deux doigts d'une catastrophe.

« Peiper... Ein Jahr », écrit sur le mur. Les poseurs de bombe n'ont pas pris le temps de l'écrire en gothique. Mais l'idéologie de référence est vraiment sans ambiguïté. De la part de ces gens-là, ou de leurs amis, on ne dénombre, selon le PCF, pas moins de 24 attentats depuis la mort de Pierre Maître. C'est dire s'il est temps de voir s'organiser une riposte conséquente des organisations ouvrières et démocratiques.

J-F. Vilar

« Peiper... un an ». A quelques heures d'intervalle, les mêmes nostalgiques de l'ordre SS s'en prennent une nouvelle fois à ceux qui se sont donnés pour tâche de soutenir les victimes du racisme et de l'antisémitisme.



Interview d'Albert Lévy, secrétaire général du MRAP

Un appartement saccagé, plus de deux millions de dégâts, c'est le bilan de l'attentat dont le local du MRAP a été victime jeudi matin. Le huitième en moins d'un an.

● L'attentat a été signé par un tract : « Peiper, un an déjà ». Pensez-vous que les autres attentats dont a été victime le MRAP soit le fait des mêmes auteurs ?

— Il y a deux sortes de signatures : les uns « Peiper », les autres « Comité anti-MRAP ». On pense qu'il y a une liaison entre les deux parce que les attentats signés « Comité anti-MRAP » ont eu lieu au domicile de dirigeants du MRAP. Or, une liste des membres de la direction du MRAP a été volée l'année dernière, lors d'une mise à sac des locaux signée « Peiper ». Le « Comité anti-MRAP » nous reproche dans ses tracts notre action antinazie, notre action contre l'apartheid, notre action pour les travailleurs immigrés.

● Au sujet de l'attitude des pouvoirs publics, dans votre communiqué, vous avez parlé de carence suspecte ?

— On ne peut pas considérer que les pouvoirs publics font ce qu'il faudrait. S'il s'agit d'une carence volontaire, c'est grave mais une incapacité à ce niveau est grave aussi ; de toute façon les faits sont là. Le MRAP n'est que l'une des organisations visées par ces attentats. On a vu les événements récents à Reims et à Grenoble. On ne peut pas ne pas s'interroger sur la responsabilité des pouvoirs publics.

● Face au risque de nouveaux attentats contre le MRAP ou certains de ses dirigeants, et face à l'incapacité des pouvoirs publics à assurer la protection des organisations démocratiques, quelles solutions envisagez-vous ?

— On considère qu'il s'agit d'un problème qui dépasse la seule action du MRAP, c'est pour cela que nous avons fait appel au Collectif de défense des libertés. C'est un problème national, on espère que la mobilisation de l'opinion française sera de plus en plus massive. On ne peut pas dire évidemment que les pouvoirs publics soient à même, dans la situation actuelle, de faire quelque chose contre ces groupes, il faut renforcer la pression. Nous sommes opposés au recours aux mêmes méthodes que celles de ceux qui nous attaquent. Le pouvoir ne

peut avoir qu'intérêt à ce climat de violence où il apparaît comme un arbitre.

● Pensez-vous que l'autodéfense, par les organisations ouvrières et démocratiques, des locaux et des militants relève de ces méthodes ?

— C'est une tradition du mouvement ouvrier et démocratique de défendre les locaux en même temps qu'il mène une action de masse. Si le MRAP est attaqué, c'est peut-être aussi parce que l'on sait que ce n'est pas une grande organisation ouvrière. Par ailleurs, pour notre part, nous pensons que l'autodéfense seule ne suffit pas. Dans la mesure où il y a des forces politiques qui sont encouragées par un appareil d'Etat qui ne fait rien pour les mettre hors d'état de nuire, c'est un problème politique qui dépasse l'autodéfense par les organisations. En tout cas, je crois qu'il serait préjudiciable aussi bien au mouvement ouvrier qu'au mouvement démocratique en général que d'entrer dans ce jeu des groupes, des commandos qui s'opposent les uns aux autres, où la police joue un rôle des deux côtés, s'infiltrer. Dès lors qu'on entre dans ce processus qui va dans le sens des forces les plus réactionnaires, et qui intimide les gens, on les empêche d'entrer dans la lutte politique. Il me semble que le vrai problème est celui de la mobilisation des pouvoirs publics. Les manifestations qui ont eu lieu à Reims, par leur caractère de masse, ont joué un rôle très important et mis en difficulté pour un

moment les forces fascistes. Le racisme est une arme trop importante entre les mains de ceux qui nous dirigent aujourd'hui, pour qu'on néglige de combattre cette influence. L'important dans le combat

antiraciste, c'est que nous ayons le maximum de gens autour de nous ; il est évident que dans la bagarre, on prend des coups, ça aussi il faut en être conscient.

Propos recueillis par J. Golpe

TRIBUNE

QUAND L'ARMÉE ENQUETE SUR ELLE-MEME

Emmanuel Belkassa, appelé sous les drapeaux, le 14 juin 1975, en RFA, déserte le 9 septembre, ne supportant plus les brimades et le racisme quotidien. Au bout de 16 mois, il se rend de son plein gré à la gendarmerie de Clamart. Incarcéré 8 jours à Fresnes, il est ensuite transféré à la forteresse de Landau (en RFA). Jugé le 3 février, le procureur demande 6 mois de prison, dont 2 avec sursis, mais le jugement est renvoyé pour complément d'enquête au 7 mars... Le 27 février, Emmanuel est retrouvé mort dans sa cellule.

Les militaires donneront des informations contradictoires à la famille qui a toutes les peines du monde à voir le corps. Un comité de soutien va se constituer pour que toute la lumière soit faite sur la mort d'Emmanuel. Il nous a envoyé le communiqué suivant.

« (...) L'armée ne voulait rien donner, déjà grâce aux actions que nous avons menées, aux soutiens que nous avons reçus, nous avons obtenu le rapport d'autopsie et le rapport de la gendarmerie. Mais pour l'armée, l'affaire est close... Manu s'est suicidé. Comment pouvons nous croire cela ; depuis le début, c'est l'armée qui enquête elle-même sur son propre délit. Aucun droit d'information, aucun contrôle... Nous sommes confrontés à l'arbitraire le plus complet, pourtant nous ne nous taisons pas, nous n'abandonnerons pas.

« Des avocats, des médecins dégentent les contradictions du rapport de l'armée. Emmanuel se serait pendu :

— il n'y a que deux cellules où il y a des tuyaux et c'est là qu'on l'a mis ; on ôte toutes les affaires des détenus et il s'est pendu avec son ceinturon.

« L'armée, les matons sont devenus bien négligents (...). Plus que jamais, nous devons nous attacher à mettre en place une commission d'enquête civile pour pouvoir visiter les lieux, interroger les gardiens, demander une contre-expertise avec des médecins de notre choix, etc.

« Pour cela, nous avons besoin de votre soutien. Si vous êtes anciens détenus de Landau, écrivez-nous. Aidez-nous, informez vos organisations politiques et syndicales. Faites voter des motions de solidarité pour notre comité. Envoyez-nous du fric, on va en avoir besoin.

« D'autre part, nous lançons un appel à tous les comités qui se sont créés pour protester contre la mort de soldats à l'armée, pour que nous luttons ensemble, chacun sur un cas particulier, mais ensemble face à l'armée, face à la presse pour qu'elle dénonce ces scandales et que nous brisions ainsi le mur du silence.

« Il faut nous unir ! Gagner chacun pour un cas pour gagner ensemble sur la cause. »

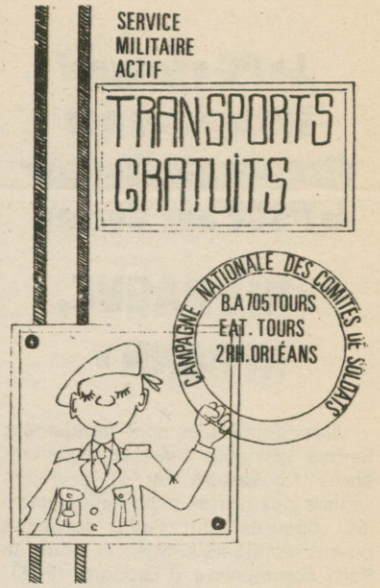
Comité de soutien pour la vérité sur la mort d'Emmanuel Belkassa. Soutenu par : UL CGT Malakoff, Vanves, Issy-les-Moulineaux, FEN 92, UD CFDT 92, sections CGT/CFDT de la SNIAS Châtillon, CFDT-PTT du tri St-Lazare, SNI-Clamart, Comité Bridet, Vie nouvelle, LCR, Ligue des droits de l'homme, PS Clamart, UL CFDT Bagneux, MAS, CUAM d'Issy, FL, Comité « 52 ».

Adresse : Michel Fermier, 10, rue de la Voie-Verte 92140 Clamart. Soutien financier : CC n° 40 643 R Crédit Lyonnais, 216, avenue Jean-Jaurès Clamart.

Progression des effectifs du PCF

« 100 000 adhésions depuis le 1^{er} janvier. » Tel est le chiffre donné par Paul Laurent à l'issue de la réunion hebdomadaire du bureau politique. « Ce chiffre sans précédent à une grande signification politique », a-t-il ajouté. « En 1976, qui était pourtant l'année record du renforcement de notre parti depuis trente ans, nous n'avions atteint ce chiffre des 100 000 qu'à la fin novembre, soit cinq mois plus tard (...) Nous sommes maintenant certains de dépasser les 600 000 adhérents en 1977.

Les chiffres avancés par Paul Laurent demandent sûrement une étude sérieuse. Mais on sait aussi que le PCF semble avoir renoncé à confondre cartes distribuées aux fédérations et cartes effectivement placées. En tout état de cause, la progression importante des effectifs du PCF, depuis le XXI^e Congrès et singulièrement ces derniers mois, est incontestable.



Campagne pour les transports gratuits: c'est parti

« Ceci est malheureusement une fausse carte de circulation. Elle ne permettra pas de voyager gratuitement, mais elle doit nous servir à lutter pour obtenir satisfaction sur nos revendications. »

« En glissant cette carte dans une enveloppe et en l'envoyant à ton chef de corps ou commandant de base, tu exigeras :

— Les transports gratuits sur tous les transports publics aussi souvent que nécessaire. C'est la hiérarchie qui décide de nous affecter à des centaines de kilomètres de chez nous. Ce n'est pas à nous à payer quand on touche 240 F par mois.

— Libre choix du lieu d'incorporation.

— Des conditions de transports décentes.

— Des perms qui tiennent compte des horaires SNCF (assez de perms à 17 h, alors que le train est à 16 h 55 et le suivant à 23 h.

— 48 heures de perm par semaine, temps de voyage non compris (...)

Comité de soldats BA 705 Tours, EAT Tours, 2 RH Orléans



L'affiche unitaire de soutien à la campagne pour les transports gratuits des comités de soldats est sortie. Si vous habitez entre une caserne et une gare, écrivez-nous pour en recevoir.



Dijon

La permanence du CNSLS de Dijon se tiendra tous les vendredis soir entre 18 h 30 et 19 h 30, à l'hôtel des Sociétés, rue Chaussier, Dijon.

LA CFDT ORGANISERA UNE CONFERENCE FEMMES EN FEVRIER 1978

Le bureau national de la CFDT vient de décider la tenue d'une conférence femmes-CFDT, en février 1978, afin de concrétiser la campagne de sensibilisation à la surexploitation des travailleuses qui avait été lancée au 37^e Congrès.

Cette conférence réunira « les responsables de fédérations et de régions ainsi que quelques militants et militantes

Une telle conférence correspond bien au souci qu'a la CFDT aussi de répondre à la radicalisation des femmes travailleuses et de voir leur nombre augmenter dans la CFDT. Le dernier numéro de la revue *CFDT aujourd'hui* donne en effet des chiffres très révélateurs de cela. A travers une enquête dans quelques régions et fédérations, est étudié le problème des « femmes déléguées ». Si l'échantillonnage est réduit, il n'en est pas moins intéressant.

3/4 de célibataires

Tout d'abord, il faut noter leur faible participation à ces congrès, le pourcentage des femmes y varie de 12 à 42,5 %, selon les branches. Au congrès confédéral, c'était 14 %, mais dans une branche fortement féminisée, telle l'enseignement privé, on trouvait 42,5 % de femmes. En règle générale et cela aussi au niveau des congrès, des unions locales, unions départementales ou unions régionales, les femmes sont

peu présentes. Et de plus, elles sont jeunes. Alors qu'en moyenne, les participants ont pour 70 % moins de 40 ans, les femmes elles, dans un congrès comme celui des pays de Loire, ont pour moitié moins de 30 ans ! Si ces chiffres sont le reflet d'une « féminisation », comme le constate l'article, le fait que pour la moitié, voire les 3/4 d'entre elles, elles soient célibataires est significatif. Parallèlement en effet, 70 à 80 % des hommes délégués sont, eux, mariés ! Il devient clair dès lors que « le type de militantisme requis par l'organisation semble difficilement compatible, pour les femmes, avec une vie de famille. La durée de réunion, les horaires, les déplacements sont des handicaps très lourds pour les femmes militantes mariées... ». Aussi, ces déléguées-là sont-elles de plus rarement responsables dans des bureaux ou conseils d'unions départementales ou régionales. Par exemple, « au congrès de la FGA, les déléguées représentaient 17 % des congressistes, mais elles n'étaient que 7,5 % parmi les membres des bureaux d'unions départementales,

ayant des expériences d'action ». Les thèmes : conditions de travail, discrimination salariale, durée du travail, équipements pour l'enfance, sous-emploi, syndicalisation et place des femmes dans les instances syndicales. C'est à la rentrée que démarrera le travail de préparation de cette conférence qui, dans l'immédiat, ne semble donc pas devoir être massi-

d'unions régionales ou de fédération, et seulement 10,5 % parmi les responsables de bureaux d'unions locales ».

Une activité militante différente

Moins responsables dans l'organisation syndicale, mais moins engagées à l'extérieur du syndicat, cela ressort aussi de manière frappante. Au congrès confédéral, 64,4 % des délégués étaient adhérents d'autres organisations politiques, culturelles, sociales ou locales, et ce chiffre se retrouve dans d'autres congrès. Par contre au congrès de l'union régionale Provence, par exemple, seules trois femmes sur dix avaient un autre engagement, et cela beaucoup plus dans une organisation confessionnelle que dans un parti politique : au congrès des pays de Loire, 44 % des délégués hommes étaient membres d'un parti politique et seulement 22 % des femmes. Par contre, une déléguée sur trois était membre d'une organisation professionnelle.

Représentatives du prolétariat féminin, elles sont moins qualifiées que les hommes et leurs salaires sont plus faibles : à l'union régionale, 88,8 % des déléguées gagnaient moins de 2 000 F contre 55,7 % des hommes.

De ces chiffres, l'article conclut que les « militantes ont une activité militante différente de celle des hommes. La faible pourcentage des femmes mariées dans les congrès montre qu'il ne suffit pas d'une action volontariste en ouvrant plus largement les portes des responsabilités aux femmes pour résoudre le problème de leur place dans le mouvement syndical. C'est plus fondamentalement la question de la nature du militantisme, du rythme de vie et de travail qu'il impose et de la nature des rapports dans la famille qui semble posée ici ».

Certes, mais au-delà des constatations, la CFDT devrait aussi s'interroger sur la manière dont elle envisage son « activité en direction des travailleuses ».

Suzette Triton

CLERMONT-FERRAND

LA FETE DES TRAVAILLEURS DU BATIMENT CFDT

Malgré la pluie, plus de quatre cents travailleurs ont participé à la fête organisée par le syndicat CFDT du bâtiment, bois et travaux publics du Puy-de-Dôme, le 9 juillet dernier.

Le premier intérêt de cette initiative était de faire se rencontrer des travailleurs qui, en temps ordinaire, sont dispersés sur plusieurs dizaines de chantiers et ne se voient que dans le cadre des luttes syndicales : la fête est en effet aussi un élément de renforcement de la solidarité des travailleurs.

Mais le thème essentiel de ce samedi a été la solidarité entre tra-

vailleurs français et immigrés. Cette solidarité s'exprimait de multiples manières :

- par des mots d'ordre inscrits en diverses langues sur les banderoles et affiches qui décoraient le lieu de la manifestation (contre le racisme, mêmes droits pour les travailleurs français et immigrés, etc.) ;
- par le thème de l'intervention d'un responsable du syndicat,

notamment marquée par une mise en garde contre le piège du million que Stoléru dit « offrir » aux immigrés ;

- par la présence d'associations de travailleurs immigrés ;

- et même par la diversité d'expressions culturelles dans la partie détente : danses portugaises, chanteurs arabes, musique turque, sketches français.

La présence de stands d'entreprises en lutte (CIMEC) accentuait encore le caractère militant de la fête.

Une fête bien à l'image d'un des plus dynamiques syndicats du département, et qui contribuera sans nul doute à raffermir la solidarité des travailleurs et à améliorer le rapport de forces face au capital.

Correspondant

A Brioude, la Semaine de l'Ecole émancipée (2)

Ambiance tous azimuts et débat familial

Durant la « semaine de l'Ecole émancipée », qui rassemble près de 500 enseignants jusqu'à demain, dimanche 17 juillet, à Brioude, en Haute-Loire (« Rouge » du 15 juillet), les débats sont presque permanents.

Où en est l'Ecole émancipée ? « La tendance recule sur tous les fronts. Nous n'avons pas été capables cette année de faire vivre un certain nombre d'exigences, en particulier sur l'auxiliaire. » Enoncé par un enseignant de l'académie de Créteil, ce bilan sévère ne semble pas partagé par la majorité des participants à la semaine. Il recouvre en effet une réalité plus contradictoire.

Les difficultés indiscutables de l'Ecole émancipée à « apparaître centralement » sur des terrains de lutte délaissés par les directions syndicales enseignantes peuvent trouver trois explications. D'abord la condamnation — partagée par l'ensemble des intervenants lors de la semaine — des opérations de centralisation « bureaucratique », « manipulatoires » qui, si elles sont publicitaires, n'en sont pas moins méséducatives : ce fut le cas ces derniers mois des initiatives du Comité national des auxiliaires, animé par la tendance Front unique ouvrier, impulsée par l'OCL.

Une centralisation difficile

Ensuite, le poids du peu de vie militante qui anime le syndicalisme enseignant, particulièrement au sein

du Syndicat national des instituteurs, dont les nouveaux statuts généralisent le vote par correspondance et ne mentionnent plus la nécessité d'assemblées générales : ainsi, en Gironde par exemple, où il compte 7 500 adhérents, la dernière assemblée générale ne rassembla que 35 personnes, moins que le nombre de membres au conseil syndical !

Enfin, une évolution de l'intervention des « amis » de l'Ecole émancipée, moins spectaculaire, mais correspondant à un plus grand investissement à la base, dans le travail syndical. Pour Michel Chauvet, instituteur en Seine-Maritime et élu « Ecole émancipée » au bureau national du SNI, le caractère « plus familial, moins mouvementé, plus sérieux » de la « Semaine 1977 » illustre cette évolution. Selon lui cette « semaine studieuse, c'est un tournant vers une Ecole émancipée syndicale : l'Ecole émancipée a en effet un peu trop délaissé les tâches syndicales pendant un certain nombre d'années ».

Il en veut pour preuve, par exemple, le succès remporté durant la semaine par « l'école de formation syndicale » : la première séance, dont le thème — les questions salariales — était plutôt austère, rassembla près du tiers des « campeurs ». Il donne une signification

Cette année, évidemment, les plus importants concernent la situation et les responsabilités de l'Ecole émancipée à quelques mois d'une victoire probable de la gauche aux élections.

semblable au refus majoritaire des participants à la semaine de se déplacer en soutien aux paysans, à 100 km de là, pendant une journée, sur les lieux du barrage de Naussac. Cette réticence à un certain « initiative », si elle fut beaucoup controversée, fut sanctionnée, ce qui était impensable aux semaines des années précédentes, par un vote démocratique de l'ensemble des enseignants de la Semaine.

Des responsabilités plus grandes

La discussion sur les perspectives de l'Ecole émancipée, sans épuiser le sujet, dégagait quelques lignes directrices. La première tourne autour de la nécessité d'un accord dans l'Ecole émancipée sur la caractérisation de l'Union de la gauche. « Il nous faut faire de la politique, lança Boris Frankel, une des « figures » habituelles des Semaines de l'Ecole émancipée. La plupart des militants de l'Ecole émancipée n'ont connu que des actions minoritaires, ils ne sont pas préparés au tourbillon qui prendra le secteur éducatif après 1978, ils n'ont jamais participé à des actions majoritaires de la classe ouvrière. »

Michel Bouvet, élu « Ecole émancipée » à la commission ad-

LA « VIE OUVRIERE » NE CONSACRE QUE...

TROIS LIGNES A LA LOI LIMITANT LE DROIT DE GREVE DES FONCTIONNAIRES

Trois lignes ! Pas une de plus : « Alain - Peyrefitte... le garde des Sceaux d'un gouvernement qui vient de faire voter en catimini (le 29 juin) une loi limitant le droit de grève des fonctionnaires. » C'est tout. C'est la seule allusion à cette loi qu'on trouve dans la VO du 11 juillet. Les lecteurs de l'hebdomadaire de la CGT connaîtront-ils un jour le contenu de cette loi et ce qui est (ou n'est pas) prévu en matière de riposte syndicale ?

L'affaire est trop grosse pour qu'il s'agisse d'un oubli. C'est bien une minimisation délibérée de cette attaque anti-ouvrière qu'il s'agit, puisque la VO n'a même pas publié le moindre extrait du communiqué (tout platonique) que la CGT a fait signer en commun avec la CFDT et la FEN.

Pour cause de « mauvais service », cette loi introduit une pénalisation financière systématique de toutes une série de formes de lutte qui se sont développées dans la Fonction publique (grèves du zèle, grèves administratives, refus des classes surchargées dans l'enseignement, etc.).

Si cette offensive s'est faite « en catimini », le moins qu'on puisse dire, c'est que la riposte s'est faite dans un secret encore plus grand ! Pourquoi cette passivité syndicale ? Est-ce parce qu'on attend sagement qu'une autre loi défasse en 1978 ce que cette loi aura fait en 1977 ? Est-ce parce que les six mois qui viennent seront réservés à la trêve électorale ? Est-ce parce que les formes de lutte visées par cette loi ont été rarement impulsées par les directions syndicales, quand elles ne les dénonçaient pas ?

Autant de questions que ne manqueront pas de se poser les syndiqués de la Fonction publique.



Le spectacle pendant la fête des travailleurs du bâtiment.

ministrative de la FEN, lui fit écho en insistant sur les « responsabilités plus grandes de la tendance. Nous attendons quelque chose de la venue de la gauche au pouvoir : la transformation de nos marges de manœuvre, le développement de contradictions à l'intérieur de la gauche, de mouvements critiques, méfiants. Soit la tendance sera capable de s'adresser à eux, soit elle se rétrécira ».

Furent précisés ensuite les thèmes sur lesquels la tendance doit « impérativement s'attacher à impulser des luttes » dès la rentrée prochaine, face à l'ampleur de l'offensive réactionnaire dans l'enseignement : application de la réforme Haby, maintien de l'auxiliaire, loi sur le « service fait » des fonctionnaires, loi Guermeur d'aide à l'enseignement privé...

Puis le débat aborda la définition des revendications avancées par l'Ecole émancipée : à la proposition d'élaborer « une plate-forme immédiate et un programme à moyen terme », furent plutôt opposées des « revendications qui dans leur dynamique posent la question du pouvoir ». La nécessité de réactiver les discussions sur la politique scolaire de la gauche, ainsi que sur l'indépendance et l'unité syndicale fut également mentionnée.

Joseph Krasny

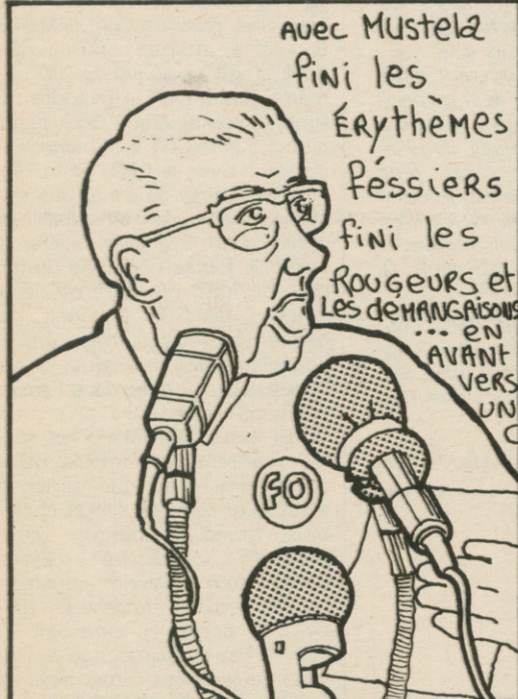
LES COUCHES NOUVELLES



RÉSUMÉ:
Taylor explique AUX PATRONS FRANÇAIS que s'ils mettent des couches à leurs OUVRIERS, le gain de temps sera tel (85000heures → 43 milliards de francs) QU'AINSI ils POURRONT RÉÉQUILIBRER le déficit de la balance commerciale

MAIS COMMENT vont RÉAGIR les TRAVAILLEURS? Que vont FAIRE leurs ORGANISATIONS?

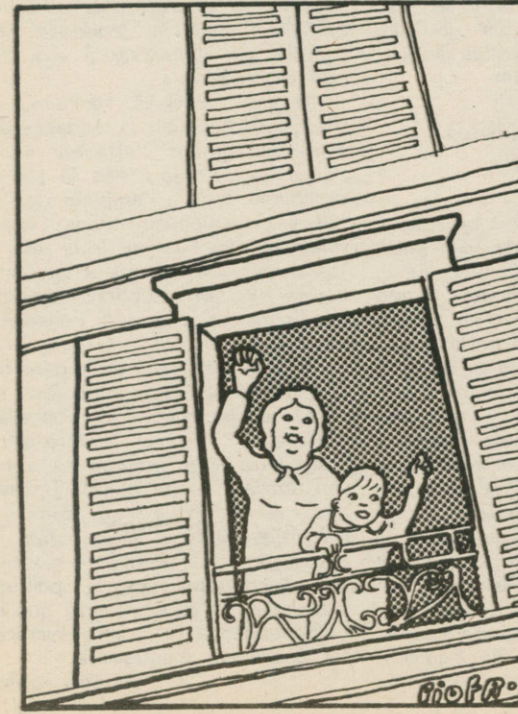
Septembre 1977.
Dans les entreprises de pointe, la maîtrise a fait adopter les



couches nouvelles et des primes sont offertes aux "bons ouvriers". Les médias braquent leurs projecteurs sur ces nouveaux pionniers. Le "Grand Échiquier" de Jacques Chancel donne la vedette à un vieux pétomane encore



plein de docteurité ce qui fut très émouvant. En première ligne, Bergeron préside un meeting du F.O. avec une couche qu'il porte depuis 3 jours, 3 longs jours au service de la politique contractuelle, 3



longs jours au service de la France. Dans l'opposition, des voix s'élèvent de la Bastille à la République et vice versa: le macadam résonne de milliers de voix: "A bas les couches nouvelles!", "Taylor 60 Home!", "du Travail oui des couches, non!" L'extrême-gauche brûle symboliquement une couche géante. La France descend dans la rue.

POUR QUE ROUGE VIVE !

La vente dans les entreprises

« La souscription de Caen-gare est importante et dépasse largement notre frange stricte. Elle montre qu'il est possible dans toutes les entreprises ou nous intervenons de gagner des souscripteurs et des lecteurs. « La première démarche est de gagner des lecteurs. Pour cela, notre préoccupation quotidienne ne est de faire lire le journal, dans les services. Cela veut dire en avoir toujours deux sur soi, faire lire tel article à tel camarade selon ses préoccupations. Exemple, le nucléaire ou l'article sur l'armée ou encore sur la drogue. Le journal ainsi se fait connaître auprès de gens et de niveaux de conscience très divers. Cela ne suffit pas, il faut aussi faire des ventes, cette fois systématiques, auprès des travailleurs combattifs et de l'avant-garde ouvrière, lors d'événements soit à grand impact régional retransmis dans le canard, soit sectoriel PTT, soit national (grève du 7, du 24). Cela dépend. Nous avons vendu et montré l'article sur la loi contre la grève du zèle. Cela a eu de l'impact dans la mesure où à Caen-gare, deux luttes ont eu lieu, utilisant le coulage des cadences. La combinaison de ces deux types de vente est la meilleure solution. Il est en effet difficile de faire une vente systématique tous les jours et les copains ne peuvent l'acheter tous les jours. Le premier objectif est qu'ils le lisent régulièrement. « La meilleure façon de gagner la bataille de Rouge est de gagner 2000 lecteurs et c'est dans les entreprises que les copains doivent mettre le paquet, d'où l'importance du débat sur la diffusion de Rouge dans les boîtes. Il est dommage qu'il n'y ait pas plus de lettres à ce sujet. A Caen, un effort va être fait dans toutes les entreprises où nous intervenons: SAVIEM, SNCF, EDF, Santé. » François, PTT Caen

Ostracisme

« Par Rouge, nous avons pris connaissance de la tenue, à Paris IX^e-PTT, d'une réunion des lecteurs de Rouge. Nous sommes surpris par l'ostracisme politique manifesté par les militants de la LCR à notre égard. « Lecteurs habituels du quotidien, nous sommes, à cet égard, préoccupés par les problèmes « financiers » du journal et par la pratique sectaire et minorisante de ces camarades. Nous regrettons l'approche exclusivement technique des problèmes de Rouge et le rejet systématique d'une analyse politique

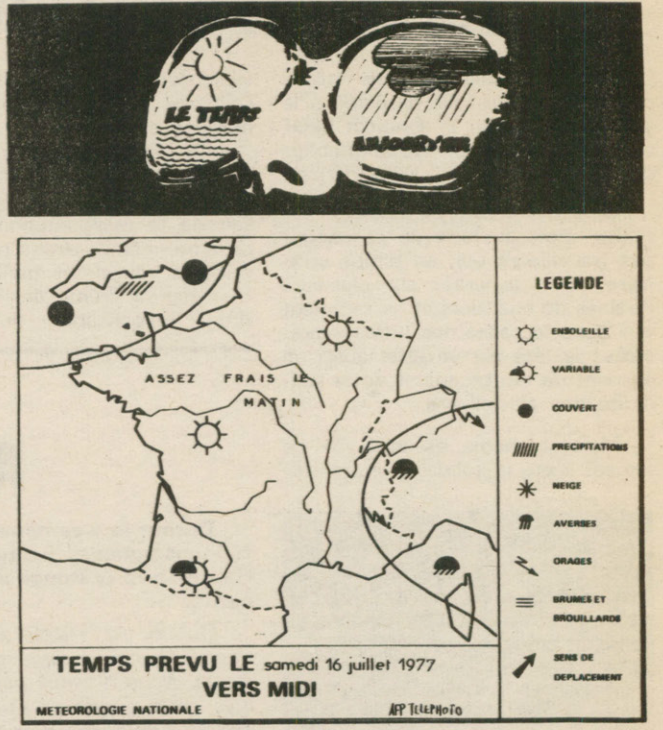
qui gêne ces camarades. Si les problèmes financiers du journal sont dus, comme l'affirme la rédaction, à un déficit structurel, il faudra bien envisager, de gré ou de force, l'approche politique de ces problèmes.

« A notre avis, un quotidien révolutionnaire doit recouvrir et exprimer l'ensemble du mouvement social autogestionnaire et qui dépasse, et de loin, les seuls cadres organisationnels de l'extrême gauche. Il doit être le moyen d'expression privilégié des mouvements sociaux autonomes qui se battent sur des motivations objectivement anticapitalistes et autogestionnaires tels les mouvements des jeunes, des femmes, homosexuel(le)s, minorités nationales, rassemblement antinucléaire. » José et Michel militants CCA



Simple reflet

« Camarades, l'immense majorité des lettres des lecteurs plaide pour l'ouverture: cessons de polémiquer àprement avec l'extrême gauche et abordons de nouveaux thèmes, tels que la vie quotidienne, nucléaire, écologie. Il y aurait là des formes de



SOUSCRIPTION N°40 - SOUSCRIP

Ancien total	536 595,33	Sympathisant LCR-tri Caen-gare	50,00
Aujourd'hui	4 867,00	François militant LCR-tri Caen-gare	100,00
F. SM Paris XVIII ^e	100,00	Sympathisant LCR-tri Caen-gare	10,00
Etudiant(e)s Villetaneuse	290,00	D. R. délégué CFDT-tri Caen-gare	10,00
Comité rouge lycéen Aulnay	160,00	Un lecteur régulier tri Caen-gare	100,00
Le temps des cerises	60,00	Un militant CFDT-tri Caen-gare	50,00
Petite contribution Marianne Paris	100,00	Un militant PSU-tri Caen-gare	5,00
J.-M. M. CCA BNP	50,00	Un militant PCF-tri Caen-gare	5,00
Sympathisants « Rouge »	100,00	Un copain CGT-tri Caen-gare	5,00
J. C. militant CFDT RATP	50,00	Un militant CFDT-tri Caen-gare	10,00
Pour que « Rouge » se féminise	50,00	Un sympathisant extrême gauche abonné à la rentrée	10,00
Souscription CEI Paris XX ^e	200,00	B. « Pour la révolution socialiste » Caen-gare	20,00
Cellule CET Paris XV ^e	280,00	J. militant CFDT-tri Caen-gare	10,00
Cellule édition Paris	570,00	D. C. Caen	30,00
Diffuseurs Niort	150,00	Y. G. Rennes	100,00
« Pour que « Rouge » ne soit pas seulement un journal d'opinion, mais donne une plus grande place à une complète information »	100,00	« Pour mon 58 ^e anniversaire, je m'offre cette participation à « Rouge », pour qu'il tienne » P. C. Savigny/Orge	200,00
GTR santé/social Nantes	50,00	Cellule Sorbonne	400,00
S. F. Nantes	200,00	M. S. Paris XIX ^e	25,00
G. D. Malakoff	30,00	D. M. disquaire République par toujours d'accord mais qui soutient	17,00
« Morceau de prime »	300,00	Comité rouge Paris X ^e « en espérant que « Rouge » fera un petit dans le X ^e »	270,00
Eusèbe le cheyenne, qui va en Italie	200,00		
« Pas de critiques. Aime trop « Rouge » malgré tout » P. T. Gardanne	200,00		
Comité rouge lycéen Aix-en-Provence	100,00		
		Nouveau total	541 462,33

• Chèques à l'ordre de SPN, à l'adresse du journal.



8ème rencontre internationale de photos à Arles LES « MAITRES » DANS LEUR GHETTO

C'est le 6 juillet que les 8^e Rencontres internationales de la photographie d'Arles ont commencé : une certaine animation règne dans le centre-ville. Des photographes « amateurs » et « professionnels » sont venus du monde entier à la fois pour montrer et regarder des images. Il est vrai qu'en Arles, les photos ne sont pas seulement exposées (dans les nombreuses salles de la ville et au musée Réattu), mais que chacun, à la terrasse des cafés de la place du Forum montre sa production : ça circule, ça critique jusque très tard dans la nuit. De plus, chaque soir, une projection dans la cour de l'Archevêché présente l'œuvre d'un grand photographe (Gisèle Freund, Sudek, Nilsson...) et un panorama de la photographie de son pays respectif (France, Tchécoslovaquie, Suède...). Enfin, des stages sont organisés : quiconque veut affirmer sa pratique dans un domaine (reportage, laboratoires, histoire de la photo...) — à condition de pouvoir investir quelques billets de 100 F — peut travailler dans un atelier, avec un « grand maître » du genre. Bref, qui aime ou pratique la photo a matière à satisfaire ses désirs.

Toutes les « personnalités » du milieu photographique mondial ont été, sont ou seront en Arles : photographes, directeurs de revues, marchands... : curieusement, ces « gens d'images » semblent proportionnellement plus nombreux que les « amateurs » (ceux qui n'ont aucun intérêt financier dans la photo).

Dans les faits, les maîtres du business-photo mènent le jeu en Arles : ce sont eux qui décident si tel photographe sera publié dans leur revue ou leur galerie. Ils définissent donc implicitement en creux qui doit répondre au goût d'un public déjà conditionné et normalisé : il s'agit essentiellement de masquer que la photo peut être un moyen efficace pour pointer les inégalités et antagonismes sociaux. Car, en Arles, on ne fait pas de politique ! La froideur de l'accueil réservé au groupe suédois SAFTRA (nous y reviendrons dans un prochain article) clairement engagé dans la lutte pour le socialisme, montre que la photo est ici essentiellement perçue dans sa dimension esthétique : on évite de parler de la réalité montrée ou mieux, on montre une réalité qui ne pose pas de problèmes, c'est tellement plus simple !



Conférence d'Hasel Adams au cours d'un atelier de photographie dans la cour de la Commanderie de Sainte-Lure.

Arles est donc le lieu de rencontre d'une micro-société qui produit et/ou vit d'une pratique savante/élitiste de la photo. C'est ainsi que les Arlésien(ne)s et surtout les classes populaires sont absents de ce festival : il n'y ont pas leur place. En effet, pour eux, la photo ne s'expose pas dans un musée mais se range dans un porte-feuille ou sur un buffet et sa fonction est essentiellement affective : représenter des êtres que l'on aime et apporter la preuve de la cohésion d'un groupe. Si cette appréhension populaire de la photo est réductrice, le festival ne peut pas lui offrir une pratique alternative car sa conception visant essentiellement à traiter la photo comme un objet esthétique de contemplation est elle-même esthétique.

La maison des jeunes d'Arles fournit un effort pour sensibiliser à la photo les milieux populaires : pour cela, elle se rend chaque jour dans les quartiers périphériques et, avec des Polaroid (appareils à développement instantané), photographie les émigrés, les travailleurs et leurs enfants, les vieux... Cette entreprise est soutenue par les organisateurs des rencontres qui s'aperçoivent que leur festival est un corps étranger à la vie

d'Arles. Mais cette démarche, si elle répond à un désir louable, peut également servir de caution démocratique à un festival qui reste — comme beaucoup de festivals — encore très élitiste.

Abel-Marc Xenar
Arles, le 12.07.1977.

Flagrants délits Lendemain de jour de fête

Lendemain de jour de fête. Le long « pont » du 14 Juillet. Le Palais de justice est désert. Service allégé jusqu'au 1^{er} septembre. Seules trois chambres correctionnelles fonctionnent, et, parmi elles, une chambre de flagrants délits.

Les juges comme le procureur sont des in habitués. Qu'importe, ils apprennent vite : les peines sont à peu près les mêmes, le jugement est aussi rapide et les « clients » ressemblent comme des frères à leurs prédécesseurs.

Même cohorte d'immigrés frippés après une vingtaine d'heures au dépôt, mêmes délits, mêmes imprécisions, mêmes admonestations du président, mêmes gardiens blasés, même tarif demandé par un procureur qui ne sait que répéter : « Les faits sont constants »...

Mêmes plaidoiries, aussi, flasques, expresses, de connivence, comme celle de cet avocat qui, croyant servir son client, déclare : « Je demande une peine de prison avec sursis. »

Abdel Aziz est marocain. Il a 23 ans et exerce la profession de magasinier. Il s'est fait pincer avec une carte de séjour falsifiée. Cette carte, Abdel Aziz l'a payée 2 000 F, un soir

entre Anvers et Pigalle. Avec elle, Abdel Aziz a trouvé du travail. Il a un domicile fixe et n'a jamais été condamné.

Le président : « Combien gagnez-vous par mois ? »

Abdel Aziz : « Entre 1 800 F et 2 000 F. Ça dépend. »

Le président, qui croit que le « Ça dépend » exprime, non pas une variation de salaire, mais un travail irrégulier : « C'est pas très régulier ? »

Abdel Aziz : « Si, très régulier. »

Trop tard, le doute s'est insinué. Peut-être que le prévenu ne travaille pas ? Borborygmes du procureur, quelques phrases de l'avocat, quelques secondes de concertation collégiale du tribunal, et le verdict tombe : 3 mois fermes.

A la sortie, Abdel Aziz, avec un casier judiciaire non vierge, sera dans l'incapacité d'obtenir de vrais papiers. S'il n'est pas expulsé immédiatement, il cherchera à s'en procurer des faux. Et un jour, dans un couloir de métro...

G.M.

Fête du PC en Lozère

Le PC fait la fête les 16 et 17 juillet à Florac (Lozère). Elle est placée sous le signe de la victoire de 1978. Cela me rappelle une histoire de peau de l'ours...

Deux débats sont prévus. Le PC voudra y expliquer que vivre mieux, vivre au pays, c'est possible avec le Programme commun. A quoi nous répondons : tout le Programme commun, oui, mais pas rien que le Programme commun. Nous voulons plus et autre chose, alors que vous nous promettez moins.

Un deuxième débat parlera du socialisme et de la liberté. Nous nous permettons de remarquer qu'il est paradoxal de devoir débattre en ces termes. A condition que nous ayons la liberté de pouvoir le dire.

Leny Escudero et Martine Sarri chanteront. Un bal, et

nous danserons dimanche jusqu'à l'aube.

Vacances en fêtes



AJV en Bretagne

Si notre guide partial et incomplet de la Bretagne vous a décidé à aller y traîner votre joie de vivre et si celle-ci s'accommode mal de nuits solitaires à la bonne étoile, voici trois adresses recommandables :

- centre AJV, 35 Guipry-Messac (entre Rennes et Redon) ;
- centre AJV, 29 Tregoen-en-Kergloff (près de Carhaix) ;
- centre AJV, 29 Sud-Melguen (près de Concarneau).

L'AJV, c'est l'Association des jeunes en vacances (58, rue Tiquetonne, 75002 Paris, tél : 508.03.56) et ils vous proposent, dans leurs centres, de vous prendre en charge vous-mêmes. Ni petits chefs, ni gentils animateurs. Ce n'est pas le Club Méditerranée et vous pourrez vous intéresser à ce qui se passe dans la région. L'hébergement est facturé au prix de revient : 5 F la nuit, 3 F le petit déjeuner et 7 F le repas.

Fête occitane

Fête occitane au Puy aujourd'hui à partir de 18 h. Dimanche, elle sera à Brives. C'est la deuxième fête organisée par des proches de VVAP. Bal-folk, chanteurs, Marti, forums, tous les ingrédients qui font qu'une fête est réussie. Il ne manque plus que vous et votre merveilleux sens de la communication !

TELEVISION

SAMEDI TF 1

- 13.35 Les musiciens du soir
Le soir est descendu tôt aujourd'hui.
- 14.05 Restez donc avec nous
- 18.40 Magazine auto-moto
- 19.40 Tour de France
- 20.30 Festival de Provins (variétés)
- 21.40 Sergent Anderson (flics américains en série)
- 22.30 La musique est à tout le monde

A 2

- 13.30 Hebdo-chansons, hebdo-musique
- 14.10 Les jeux du stade
- 17.10 Des animaux et des hommes
- 18.05 La télévision en super 8
- 18.55 Des chiffres et des lettres
Des litres et des chefs, grève aux eaux d'Evian, c'est une vanne. Hé, hé...
- 19.45 Les détours de France
Là y'a pas de vanne, ils l'ont faite eux-mêmes.
- 20.30 Les cinq dernières minutes
Châteaux en campagne. Il y a eu un crime dans le Cher. La vanne du titre est pas terrible, mais il y a toujours cette super réplique : « Bon dieu, mais c'est bien sûr. » On rêve de Bogart disant ça et se tapant la paume droite du poing gauche.
- 22.10 Voir
- 23.20 Juke box

FR 3

- 19.40 Samedi entre nous
- 20.00 Outre-mer
On n'y voit que du bleu.
- 20.30 Ballet
Don Quichotte. Où Rudolf Noureev, ce grotesque, fait le moulin à vent. Nous portons plainte au nom de Miguel de Cervantès auprès des autorités compétentes, s'il y en a.

DIMANCHE TF 1

- 9.30 Emissions religieuses
- 12.00 La séquence du spectateur
- 12.30 La bonne conduite
- 13.35 L'homme qui ne savait rien
- 14.10 Guerre et Paix
Série d'après Tolstoï, qui, étant décédé depuis longtemps, n'y peut rien.
- 15.15 Direct à la une
- 17.15 Pierrot la chanson
- 17.45 Les Misérables
Troisième partie du film d'après le bouquin de Victor Hugo qui n'y peut rien non plus.
- 19.15 Les animaux du monde
- 20.30 Le crime ne paie pas
Film français de Gérard Oury de 1961.
Interview exclusive : « M. Oury, est-il rien vrai que le crime ne paie pas ?
— Ça dépend ! »

A 2

- 12.00 Bon dimanche
- 12.10 Toujours sourire
- 19.00 Stade 2
- 20.30 Music and musique
- 21.40 La dynastie des Forsyte
Série d'après John Galsworthy, qui, lui, y est pour quelque chose.
- 22.40 Chefs-d'œuvre en péril : les châteaux du Bordelais
Oh dingos ! Oh châteaux !

FR 3

- 17.50 Espace musical
- 19.00 Hexagonal
Autre espace, plus restreint.
- 20.05 Pour les jeunes
- 20.30 L'homme en question : Philippe Lamour
- 21.30 Aspect du court-métrage français
- 22.30 Le patriote
Film français de Maurice Tourneur (1938).
Sombre histoire de complots à la cour du tsar, on sait maintenant que Tourneur est un des cinéastes importants de sa génération qui n'en compte pas tant, mais ce film-là n'ajoute rien à sa gloire.



Service
compris

CHAUFFEUR-BIS

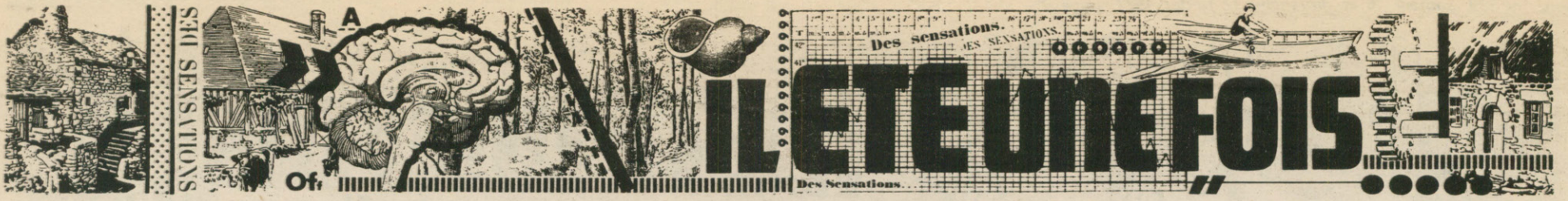
heures de bureau.

AVIGNON-VINTIMILLE-NICE

Il y a une place dans une 4L qui part de Clichy-sous-Bois pour les Hautes-Alpes, via Valence le 30 juillet. C'est pour quelqu'un qui pourrait relayer le chauffeur.

Tél : 020.14.44 au poste 24, demandez Jean-Marie aux

Couple d'étudiants cherche deux places dans une voiture pour aller d'Avignon à Vintimille ou Nice. Départ le samedi 30 juillet. Chargement : deux sacs à dos. Frais d'essence à partager.



BING SUR LE PUNK (2)

BAZOOKA PRODUCTIONS

On est venu pour la présentation d'un album, mais c'est comme une soirée de masques. Tout y est. Le teint blafard et l'épiderme bouton-neux, les vestes avachies, les tee-shirts douteux, les futals d'un autre âge, troués, rapiécés, retailés. Les baskets, les badges, les lames de rasoir en sautoir. Et puis les épingles à nourrice. Les épingles à nourrices évidemment. Piquées partout, n'importe où. Emblème de ralliement et signe distinctif, l'épingle se veut ironiquement utilitaire: elle fait office de pince à vélo, remplace les boutons manquants d'une liquette, sert d'accroche-badger. Elle se porte aussi fort bien en boucle d'oreille. Le punk, mec...

Signal

Eux, c'est le luxe. Le genre David Bowie de l'époque nuque raide et bras tendu. Ils sortent de la librairie Pellucidar, tout près du trou des Halles qui d'ailleurs n'est plus un trou mais un magma de béton. Sous le bras, quelques numéros de « Signal », la revue pro-nazie des temps de l'Occupation.

Du relent de fascisme chez les punks? Le phénomène est trop composite pour donner pareil verdict. Une fascination? Sûrement. Ces zazous-là, je les imagine bien tendre « Signal » dans leurs blanches mains aux ongles si soigneusement crasseux. Ne serait-ce pas une belle et dérisoire provocation? Mais il s'agit là, certes, d'un pur procès d'intention.

Tout s'effondre et eux avec. Ils en jubilent et glissent avec volupté. Il n'est pas exclu pourtant qu'ils souhaitent se faire retenir à temps par une main ferme. N'importe quelle main ferme, si vous voyez ce que je veux dire.

J.-F. V

Tout un petit monde s'agite donc, à la librairie Futuropolis (130, rue du Théâtre, Paris XV^e). Faut y aller, c'est le paradis des amoureux de belles images). Futuropolis qui vient justement d'éditer un album, format 30x40 — le format de rêve de tout dessineux! — consacré au collectif Bazooka productions. Une exposition des planches originales est organisée. Avec Forcadell, on admire, sans restriction, verre dans une main, sandwich dans l'autre, au milieu de la bousculade.

Bazooka, Forca et moi, on connaissait leur boulot. On avait vu leurs planches dans *Métal hurlant*, dans *Surprise*, l'éphémère canard de Willem, dans *Bulletin périodique*, surtout, le très confidentiel journal du groupe (tirage: 1 000 exemplaires) et dans diverses autres publications, dont *Libé*, d'ailleurs.

On s'était dit deux mots là-dessus et on était d'accord pour trouver ça très chouette, et très déconcertant. Très

solide aussi. « Ils ont dix ans d'avance », disait Forca. Pourquoi l'attrait? A cause de ce qu'on croyait être une bonne qualité graphique, jointe à une grande désinvolture: le jeu, un peu au pif, avec le matériel de maquette, les « trames », les « filets »; cette manière marrante de jouer avec les bavures, les ratés d'impression. Des collages de hasard, des juxtapositions loufoques, pas très gaies en général, et même souvent morbides; mais dérangeantes: une certaine vision du monde.

La désinvolture? Tu parles. On pouvait dire ça en voyant les imprimés. Pas devant les originaux. C'est du boulot super-soigné que fige Bazooka, techniquement impeccable. Si spontanément il y a, elle est ultra-sophistiquée, et assumée par des gens pour qui les techniques graphiques n'ont plus de secret. « On aime le travail plutôt bien fait », nous dit en souriant Kim Bravo, membre très productif du collectif Bazooka.

Kim Bravo! Les cheveux passés au Henné, les épingles à nourrice, etc. Vous avez compris, pas la peine de continuer. Il pourrait s'appeler Chap, ou Kriss Plak de Crass, ou Marie-les-Couleurs-avec-goût. D'ailleurs: il s'appelle aussi comme ça. Tout dépend de l'humeur et de l'interlocuteur. Les Bazooka affectionnent les noms du genre: Electric Clito, Bananar, José Perfection, etc. Des noms qui rappellent furieusement les patronymes des superstars d'Andy Warhol, à la grande époque de la « Factory ». Clinquant et dérisoire.

Kim Bravo, né Chapiron (bah!) a 21 ans. Il n'est pas très causant, ce qui est le propre de tout punk qui se respecte. Le genre lassé de tout, ça fait aussi partie de la carte de visite. Il nous présente tout de même à ses copains.

Ils viennent des Beaux-Arts. Ils y ont appris des trucs, mais ils s'y sont un peu emmerdés. Ils ont fondé un atelier collectif, début 1975. On projette une revue: *Maladie d'amour*. Qui devient en cours de route: *Bien dégagé sur les oreilles*. Un numéro sort, suivi d'aucun numéro deux. Le groupe travaille pour Willem, pour *Libé*. Sort son propre canard, le *Bulletin périodique*. Derniers thèmes traités: *Catalogue des tendances suicidaires*, et *Connaissance des étoiles*.

Enfin, quand on parle de « thème », c'est une manière de parler. Bazooka étale des images droites sorties du béino AFP, violentes, atroces, absurdes, les retravaille, les déstructure, les pulvérise, les saisit dans tout ce qu'elles ont de révélateur et d'insoutenable. Des baffes graphiques. Pour faire bonne mesure, on ajoute des collages, des bribes de phrases, des paragraphes bizarres. Ça ressemble quelquefois à de drôles de poèmes, pas drôles du tout. « Sans avis de sa vie, elle partage. Tôt, dans la rue, droguée d'un mélange de somnifère et de bière. Hagarde, comme perdue, elle regarde, précise, un détail inutile. »

Jean-François Vilard



Que lisent, qu'écoutent les Kids?

Tu bosses tranquille, fin d'hiver à rallonge, une hirondelle pelée rase ton carreau, c'est la première, elles arrivent pas vite. Elle a du mal à faire le printemps.

Heureusement, notre belle société a quelques printemps à fêter (fouetter) autres que celui des hirondelles: le printemps des punks, ces gens qui prétendent s'attacher le printemps où tu penses avec leur épingle à nourrice. Ils habitent les caves comme des fous, mais bien heureux quand même de bourgeonner en rond quand s'y prête la saison.

Tu bosses, donc tranquille, quand: téléphone.

— Drring!

— Allo?

— Je voudrais parler à Machin de la part de Machin de Polydor.

— Ah, oui, Polydor, je vois...

— Nous promotionnons Stinky Toys, le groupe punk de la Francitude, les Anges noirs à la voix blanche super comme-ci commack, grateful and dead, de la musique comme on en fait plus.

— Heureusement...

— Tu l'as dit (il ne dit pas bouffi), heureusement qu'on promotionne Stinky Toys...

— Non je voulais dire: heureusement qu'on ne fait plus de la musique comme ça.

— Comment, comment? Je ne comprends pas, un journal comme le vôtre, branché et tout et tout ne s'intéresserait pas à un phénomène de cette ampleur: Sex Pistols, Ramones, Télévision, etc., etc.?

— Ça c'est en Angleterre et aux Etats-Unis, pas confondre avec la tête en voie de dégarnissement d'Alain « *Sequentia sancti Evangelii* » Pacadis...

— Oui, mais enfin, y'a pas que Pacadis...

— C'est vrai, y'a aussi le journal *Elle* et maintenant Polydor...

— Oui, mais les kids...

— Les kids ne lisent ni Pacadis ni *Elle* et n'écoutent pas Stinky Toys.

— Précisément vous pourriez essayer de les brancher sur un phénomène-de-cette-ampleur-révolte-orties-grand'-mère-et-croix-de-fer.

— Les kids ne lisent pas *Rouge*, pas plus que Pacadis. — Mais enfin que lisent-ils donc vos kids?

— Ce ne sont pas mes kids, et ils ne lisent rien.

— Clac.

— Clac.

— Ça, c'est les bruits quand on raccroche.

Marc « Zone » Corti



Propos divers

« C'est quoi le punk? », demandait Giscard à Claire Brétécher, un soir de sauterie littéraire chez Edgar Faure. « C'est l'art d'être ringard. C'est être dérisoire », répondit à peu près tante Claire qui, peut-être parce qu'elle a de mauvaises fréquentations, connaît bien son monde. La chronique veut que Giscard ait déclaré aussitôt: « Mais alors: Chirac est punk! »

Punk? « Punk, tu vois, ça veut rien dire », me dit cet invité à la soirée « Bazooka ». « Le punk, c'est rien, que dalle, l'indéfinitive. » Il a la quarantaine sonnée et l'air sûr de lui, avec un rien de flou dans le regard. Je cherche à repérer sur lui les signes de l'indéfinitive: jean en feu de plancher, blouson en skai élimé, lunettes de soleil en forme de cœur et pailletées achetées aux Puces de Montreuil, anneau à l'oreille, chevelure flamboyante, épingle nourrice, of course... Un mot encore, après avoir jeté un coup d'œil circulaire sur la salle et les groupes qui y discutent: « Le punk, ce n'est surtout pas la rubrique culture de Libé, ce n'est surtout pas Pacadis, qui d'ailleurs n'est pas ici ce soir. »

Le punk? « Le punk dérange la droite, la gauche et les extrêmes. Personne n'en veut, le mépris il est là, messieurs. Le punk, c'est l'anarchie, dans son vrai sens, pas théorique, mais vécu, revendiqué avec force », écrit un correspondant de Libé. Qui continue: « Le punk ne se laisse pas emprisonner facilement, car il véhicule toutes les contradictions, toutes les angoisses, il est en marge de la marginalité (...) Le punk, c'est un immense ricanelement à la gueule des intégrés, de ceux qui pensent encore que le bonheur n'est que l'accumulation débile des gadgets. Le punk, c'est une réponse radicale au dérisoire de nos sociétés, c'est un sacré crachat à la gueule des bourgeois de fric ou d'esprit. Le punk est un cri animal de jouissance et de vie. » Le punk, comme on peut voir ne répugne pas à l'étalage des lieux communs à usage des gauchistes en dérive.

Le punk? « Tu fais un truc sur le punk », me dit une copine pas trop mal renseignée. « Tu as intérêt à te grouiller. Ils préparent des enquêtes: à Libé et au Matin. » Alors...